

Manager de politiques territoriales et de projets territoriaux (MS)

RNCP31994 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	341
Formacode(s)	21570
Code(s) ROME	K1404, K1402, A1303, K1401, K1802
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'échéance	21/12/2021

Certificateur(s)

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT
(AGROPARISTECH) - CAMPUS CLAUDE BERNARD · SIRET : 13000285000019

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Les activités principales exercées par les managers de politiques territoriales et de projets territoriaux sont les suivantes :

- Concevoir et piloter la politique d'un acteur public sur un territoire : Définir les stratégies et plans d'action de l'organisme en matière de développement territorial durable ou dans un domaine plus sectoriel (agriculture, eau, environnement,...), coordonner leur mise en œuvre et leur évaluation.
- Concevoir et piloter la politique territoriale d'une entreprise : Définir les stratégies et plans d'action de l'entreprise en matière d'ancrage territorial et/ou de gestion des impacts territoriaux et environnementaux de son activité, coordonner leur mise en œuvre et leur évaluation.
- Animer, accompagner ou piloter la co-construction d'un projet de territoire : impulser un projet de territoire et collaborer pour sa mise en œuvre en mobilisant et coordonnant ressources et compétences, en développant les interfaces : entre acteurs publics et privés et avec les autres échelles territoriales.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences attestées

Le (la) titulaire est capable de :

- Réaliser un diagnostic de la situation et du contexte territorial en fonction de l'analyse des données économiques, démographiques, sociales,...
- Identifier, analyser et hiérarchiser les enjeux d'un territoire
- En déduire les objectifs à atteindre, les actions à programmer et les moyens à mettre en œuvre (moyens humains, matériels et financiers) par l'État et ou les collectivités locales
- Planifier les actions dans le temps et définir les indicateurs de suivi
- Organiser le travail des services

- Définir et suivre des indicateurs
 - Proposer des actions correctives et des axes d'amélioration
 - Définir les questions évaluatives, planifier et réaliser les entretiens avec les acteurs et les bénéficiaires de la politique publique concernée
-
- Analyser le tissu d'entreprises du territoire, afin de pouvoir dégager les spécificités et la dynamique de développement associée.
 - Apprécier la contribution du territoire à la valeur ajoutée de l'entreprise
 - Identifier, analyser et hiérarchiser les enjeux et définir le rôle de l'entreprise dans le développement du territoire.
 - Transposer des objectifs globaux en actions concrètes adaptées au fonctionnement de l'entreprise
 - Planifier les actions dans le temps et définir les indicateurs de suivi
 - Organiser le travail des services
 - Définir et suivre des indicateurs
 - Proposer des actions correctives et des axes d'amélioration
 - Communiquer à l'oral
 - Communiquer par écrit
-
- Concevoir, réaliser et évaluer des diagnostics prospectifs participatifs pour la mise en œuvre de projets territoriaux
 - Analyser les jeux d'acteurs, les conflits et tensions, savoir articuler les différentes échelles de l'action individuelle et collective
 - Animer, faciliter, créer les conditions de la participation et de la co-construction
 - Utiliser les différents outils de la planification de projet (AFOM, arbre d'objectifs, cadre logique, analyse des parties prenantes, Gantt, tableau de bord, chronogramme d'activités etc.) ;
 - Mettre en œuvre reporting, revues d'avancement de projet
 - Utiliser les documents de planification et les outils de maîtrise foncière pour prendre en compte les enjeux agricoles et environnementaux d'un territoire.
 - Animer une équipe projet

Blocs de compétences

RNCP31994BC01 — Bloc 1 Territorialisation des politiques publiques

LISTE DE COMPÉTENCES

Compétences attestées :

- Réaliser un diagnostic de la situation et du contexte territorial
- Identifier, analyser et hiérarchiser les enjeux d'un territoire
- En déduire les objectifs à atteindre, les actions à programmer et les moyens à mettre en œuvre par l'État et ou les collectivités locales
- Planifier les actions dans le temps et définir les indicateurs de suivi
- Organiser le travail des services
- Analyser les indicateurs de suivi
- Proposer
- Rr des actions correctives et des axes d'amélioration

Modalités d'évaluation

Réalisation du diagnostic d'une situation ou d'un contexte local, dans le cadre d'une activité de programmation de l'action publique, présentation d'une synthèse des résultats obtenus et d'une analyse des jeux d'acteurs et des enjeux sociaux, économiques et environnementaux.

RNCP31994BC02 — Bloc 2 Politique territoriale de l'entreprise

LISTE DE COMPÉTENCES

Analyser le tissu d'entreprises du territoire, afin de pouvoir dégager les spécificités et la dynamique de développement associée.

Apprécier la contribution du territoire à la valeur ajoutée de l'entreprise

Identifier, analyser et hiérarchiser les enjeux et définir le rôle de l'entreprise dans le développement du territoire.

Transposer des objectifs globaux en actions concrètes adaptées au fonctionnement de l'entreprise

Planifier les actions dans le temps et définir les indicateurs de suivi

Compétences attestées :

- Organiser le travail des services
- Analyser des indicateurs de suivi
- Proposer des actions correctives et des axes d'amélioration
- Communiquer à l'oral et à l'écrit

Modalités d'évaluation

Analyse de l'ancrage territorial d'une entreprise, présentation de préconisations d'action après analyse du tissu économique, des atouts et faiblesses du territoire et des impacts potentiels de l'entreprise sur le développement local.

RNCP31994BC03 — Bloc 3 Ingénierie de projet territorial

LISTE DE COMPÉTENCES

Compétences attestées

- Concevoir, réaliser et évaluer des diagnostics prospectifs participatifs pour la mise en œuvre de projets territoriaux
- Analyser les jeux d'acteurs, les conflits et tensions, savoir articuler les différentes échelles de l'action individuelle et collective
- Animer, faciliter, créer les conditions de la participation et de la co-construction
- Utiliser les différents outils de la planification de projet
- Mettre en œuvre reporting, revues d'avancement de projet
- Utiliser les documents de planification et les outils de maîtrise foncière pour prendre en compte les enjeux agricoles, alimentaires et environnementaux d'un territoire.
- Animer une équipe projet

Modalités d'évaluation

Conception et animation d'ateliers participatifs pour faire partager entre les acteurs les enjeux d'un territoire, co-construire des scénarios et des plans d'action ; exercice de mise en œuvre des outils de Planification et maîtrise foncière au service du projet de territoire : application aux politiques agricoles et environnementales

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les titulaires de cette certification exercent majoritairement leur activité dans le secteur public, mais également dans le secteur concurrentiel (bureaux d'études et entreprises) et dans le secteur associatif

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

En début de carrière :

- Chargé(e) d'étude ou de mission développement, ou agriculture, ou environnement
- Chargé(e) de mission développement durable et RSE
- Consultant(e) en évaluation
- Chef de projet junior

Comme cadre confirmé :

- Directeur (-trice) d'association, de PETR, de PNR
- Chef de service ou de département développement ou agriculture
- Directeur développement durable et RSE
- Consultant(e) senior voire indépendant(e)

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Néant

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très élevée (5/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible, Lien formation-emploi, Inadéquation géographique
Salaire médian (mensuel)	3 394 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en services aux personnes (89 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles · tension 4/5 (Élevée) A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture · tension 3/5 (Modérée) V2X90 — Médecins · tension 5/5 (Très élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	13 110
Jugés difficiles à recruter	66 %
Emplois saisonniers	12 %
Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture V2X90 — Médecins

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

- Le responsable pédagogique de la certification, président du jury
- 4 membres du Conseil Pédagogique, intervenants dans la formation
- Le directeur d'AgroParisTech-ENGREF ou son représentant
- un membre de l' UMR (Unité Mixte de Recherche) Territoires
- un professionnel du secteur public et un professionnel de l'entreprise

COMPOSITION DU JURY — APPRENTISSAGE

- Le responsable pédagogique de la certification, président du jury
- 4 membres du Conseil Pédagogique, intervenants dans la formation
- Le directeur d'AgroParisTech-ENGREF ou son représentant
- un membre de l' UMR (Unité Mixte de Recherche) Territoires
- un professionnel du secteur public et un professionnel de l'entreprise

COMPOSITION DU JURY — VAE

Directeur général, ou son représentant,

Responsable du Mastère Spécialisé®,

2 enseignants-chercheurs ou assimilés, membres du groupe de travail VAE,

1 enseignant-chercheur ou assimilé peu associé à la démarche VAE,

2 professionnels (dont un employeur et un salarié).

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 314 €
Selon la branche	8 100 € – 8 528 €
Prise en charge	Branches concernées
8 314 €	Valeur par défaut · 211 branches
8 528 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
8 100 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	21/12/2021
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/31994/>

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	3
Montant total engagé	20 772 €
Coût moyen par dossier	6 924 €
Durée moyenne	1474 h
Période	08/2020 – 09/2021
Reste à charge titulaire	56 %
France compétences	44 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.